

ÉDITION
2014

GPEEC territoriale :

synthèse 2013 des travaux des PFRH



OUTILS DE LA GRH

Sommaire

INTRODUCTION	5
Avant-propos concernant les sources des données et la définition de la notion d'ETP	7
État des lieux sur la répartition des agents en DDI (cf. Tableaux n°1 et 2)	9
Éléments d'analyse pour une gestion prospective des emplois et compétences	11
Approche par domaines fonctionnels (cf. Tableaux 3 et 4)	11
Focus : Le domaine fonctionnel « Service aux usagers »	13
Focus : Le domaine fonctionnel « Territoire et développement durable »	14
Ventilation des classes d'âge par domaine fonctionnel	15
Approche par emplois de référence (cf. Tableaux 5 à 14)	15
Éléments prospectifs : les facteurs d'évolution des emplois	21
CONCLUSION	22
ANNEXES	23

Introduction

Parmi les priorités d'action qu'elle adresse aux plates-formes régionales d'appui interministériel à la GRH (PFRH), la DGAFP a demandé que soit élaboré un plan régional de gestion prévisionnelle des ressources humaines. Un tel plan est destiné à être présenté au comité de l'administration régionale, conformément aux dispositions de l'article 36 (4°) du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements. Chaque plan de GPRH comporte un volet relatif à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC), qui en constitue la première étape.

L'objectif de ces travaux interministériels de GPEEC est de disposer à la fois des informations sur les effectifs, les missions et les compétences des services, et de partager une analyse sur leur évolution. Ils doivent ainsi aider, au niveau régional, à identifier les points clefs, en matière de gestion des ressources humaines, liés aux mouvements démographiques mais aussi à l'évolution des missions de l'Etat, de l'organisation des structures administratives et de l'allocation des effectifs.

Ils revêtent ainsi un intérêt particulier dans le contexte d'évolutions que connaît l'administration territoriale de l'Etat. C'est la raison pour laquelle la DGAFP a doté, au cours de l'année 2013, l'ensemble des PFRH d'une méthodologie et d'outils communs pour les accompagner dans leurs travaux de GPEEC et faciliter leur réalisation.

La synthèse qui est présentée dans ce document a été élaborée à partir des volets GPEEC des plans régionaux interministériels de GPRH, établis selon un même canevas. Le périmètre retenu pour cette première synthèse est celui des directions départementales interministérielles (DDI), avec lesquelles l'ensemble des PFRH ont travaillé. Certaines PFRH ont toutefois également conduit des travaux avec d'autres administrations et ont ainsi réalisé des cartographies effectifs-métiers sur un périmètre plus vaste que celui des seules DDI.

Cette première synthèse permet, pour l'année 2013, de partager une analyse sur les effectifs et les métiers dans les directions départementales et présente des focus selon le genre et l'âge des agents.

Avant-propos concernant les sources des données et la définition de la notion d'ETP

Sources des données :

Les informations présentées dans ce document proviennent des travaux de GPEEC au plan régional et interministériel réalisés en 2013 par les plates-formes régionales d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines (PFRH).

Les données concernent les 238 DDI. Les travaux des PFRH des territoires dont l'organisation administrative ne comporte pas de DDI (Antilles-Guyane et Océan Indien) n'ont pas été intégrés dans la consolidation.

Définition de la notion d'ETP :

Unité de décompte des effectifs ¹ :

- Effectifs physiques: nombre d'agents en poste à une date donnée quelle que soit la quotité de temps de travail;
- Équivalents temps plein emploi (ETP): corrige les effectifs physiques de l'effet du temps partiel ou incomplet, mesure la capacité de travail à un instant t.

ETP = Effectif physique x quotité de travail

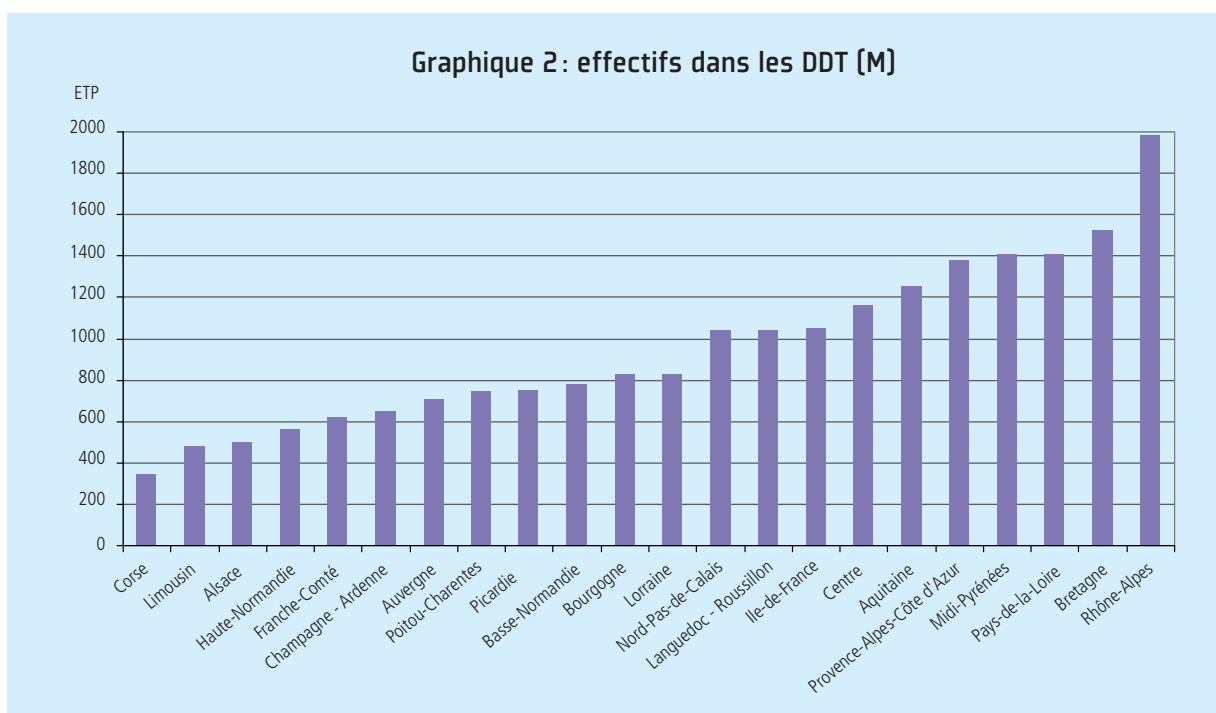
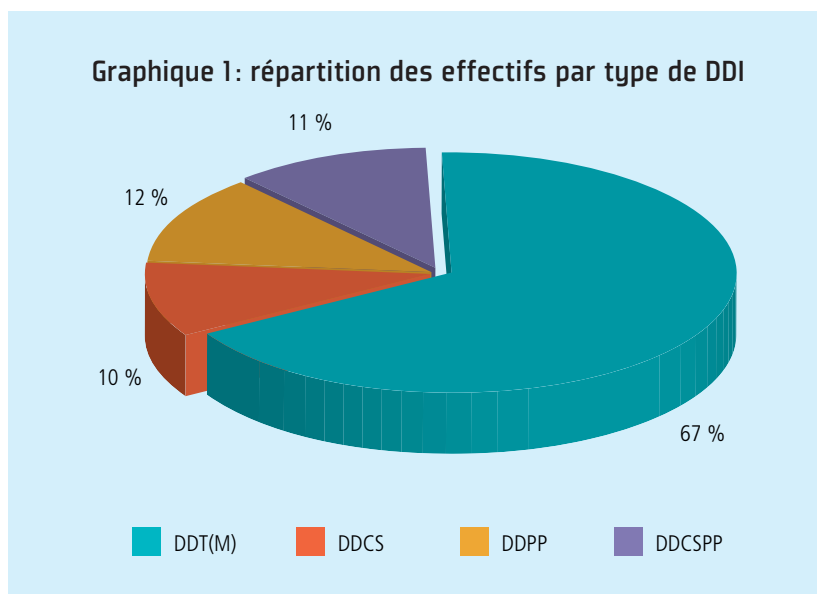
Cette partie de l'enquête GPEEC porte sur 31 348,9 ETP.

(1) Source: Guide méthodologique La gestion prévisionnelle des ressources humaines dans les services de l'État, DGAFP, décembre 2008.

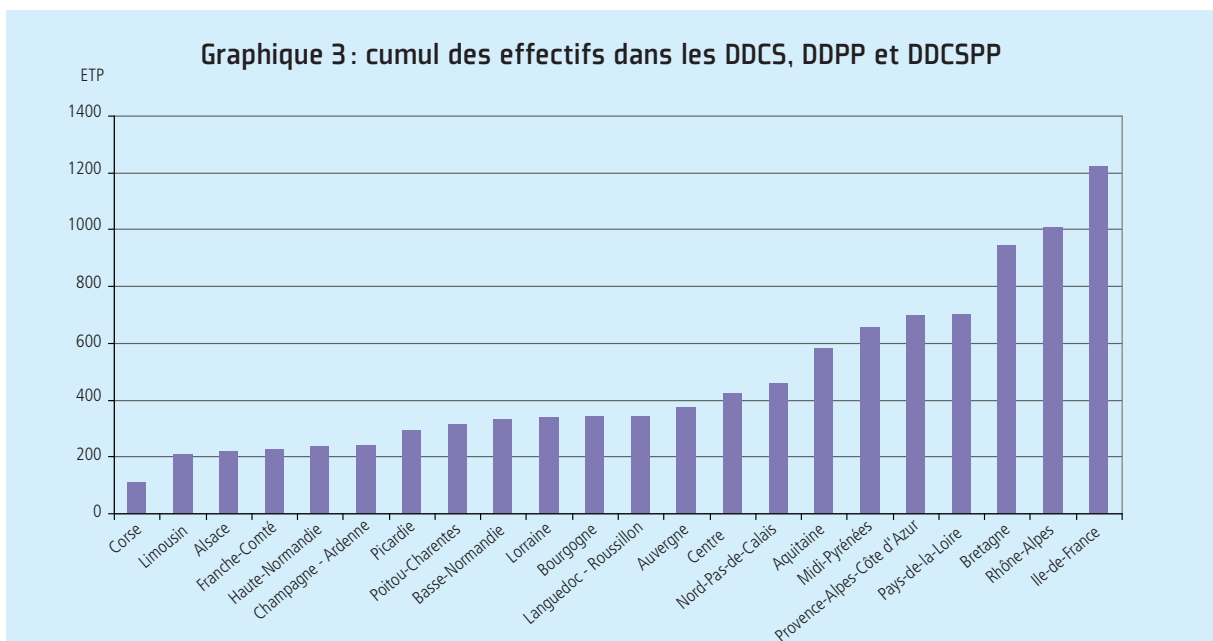
État des lieux sur la répartition des agents en DDI

[cf. Tableaux n°1 et 2]

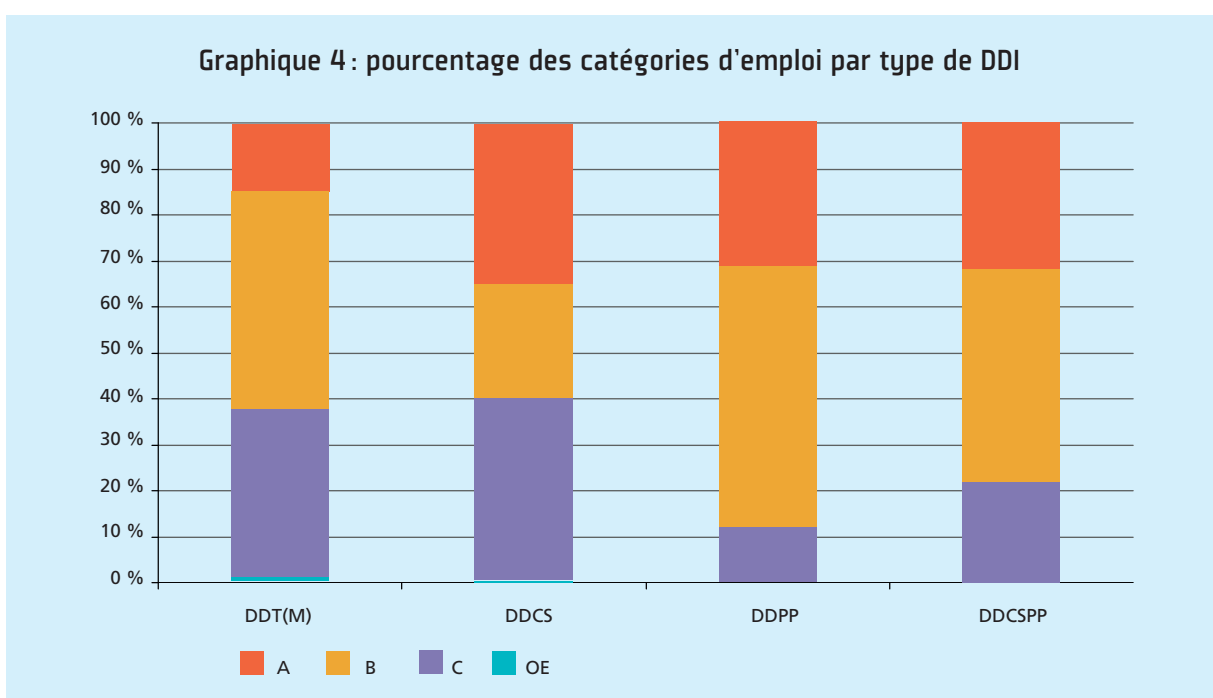
Les données recueillies permettent de mettre en relief le poids des directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) au sein des DDI. Elles rassemblent en effet deux tiers des effectifs.



La comparaison des effectifs en ETP au sein des DDI selon les régions (graphiques n°2 et 3) doit être faite avec prudence. En effet, une simple analyse intégrant l'étendue des régions et leur population pourrait de prime abord laisser penser que certaines sont sous dotées par rapport à d'autres. Il importe à cet égard de tenir compte d'autres spécificités locales (nombre de départements et de communes, importance du réseau routier, importance du secteur primaire, etc.).



Le graphique suivant montre la part respective des différentes catégories statutaires dans l'ensemble des DDI, ainsi que la structure d'emploi spécifique de chaque type d'entité. Ainsi, la part des catégories A en DDT(M) s'élève à 10 % tandis qu'elle monte à plus de 30 % pour les DDCS, DDPP et DDCSPP. La part des catégories B et C en DDT(M) a vocation à diminuer à l'avenir en raison de la fin des missions ATESAT et ADS.

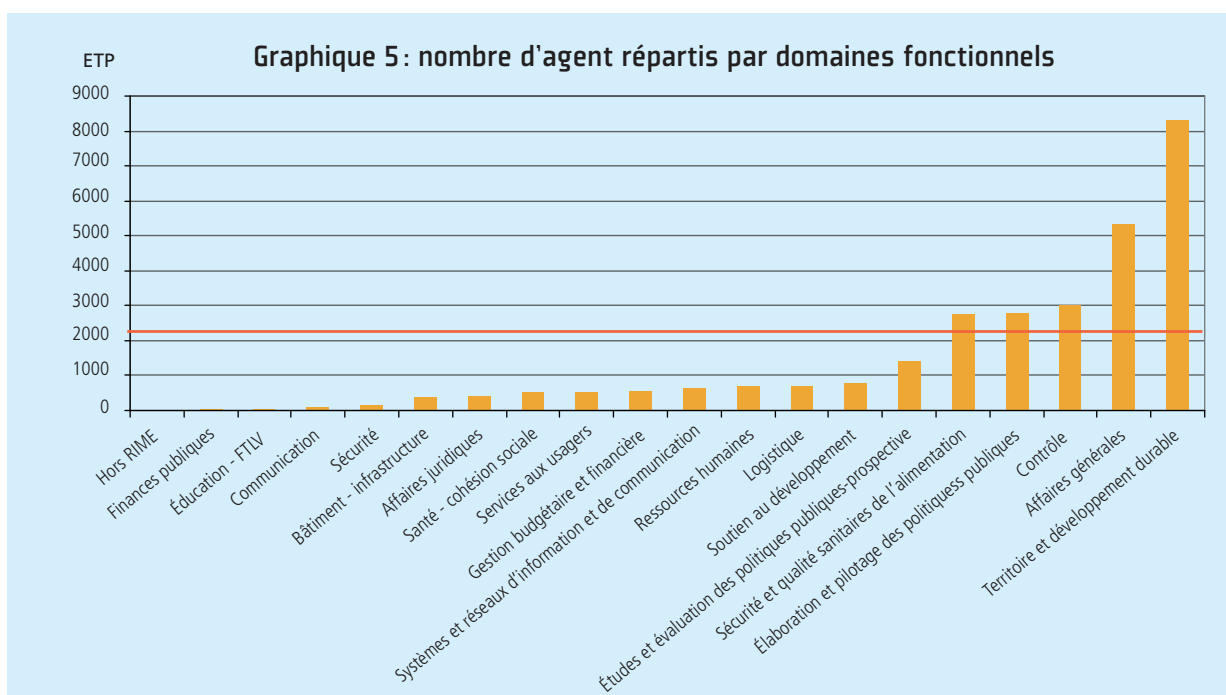


Éléments d'analyse pour une gestion prospective des emplois et compétences

Observations sur les résultats présentés ci-dessous : difficulté à identifier le domaine fonctionnel ou l'emploi de référence (arrimage du RIME avec les référentiels ministériels). Le nombre de lignes non renseignées est parfois important.

Approche par domaines fonctionnels (cf. Tableaux 3 et 4)

Le répertoire interministériel des métiers de l'Etat (RIME) comporte 26 domaines fonctionnels qui ne sont pas tous présents au sein des DDI (certains domaines fonctionnels peuvent n'être présents que dans certains ministères autres que les ministères « ATE », tels que la Défense ou la Justice). La liste des domaines fonctionnels est présenté en annexe (tableau n°15).



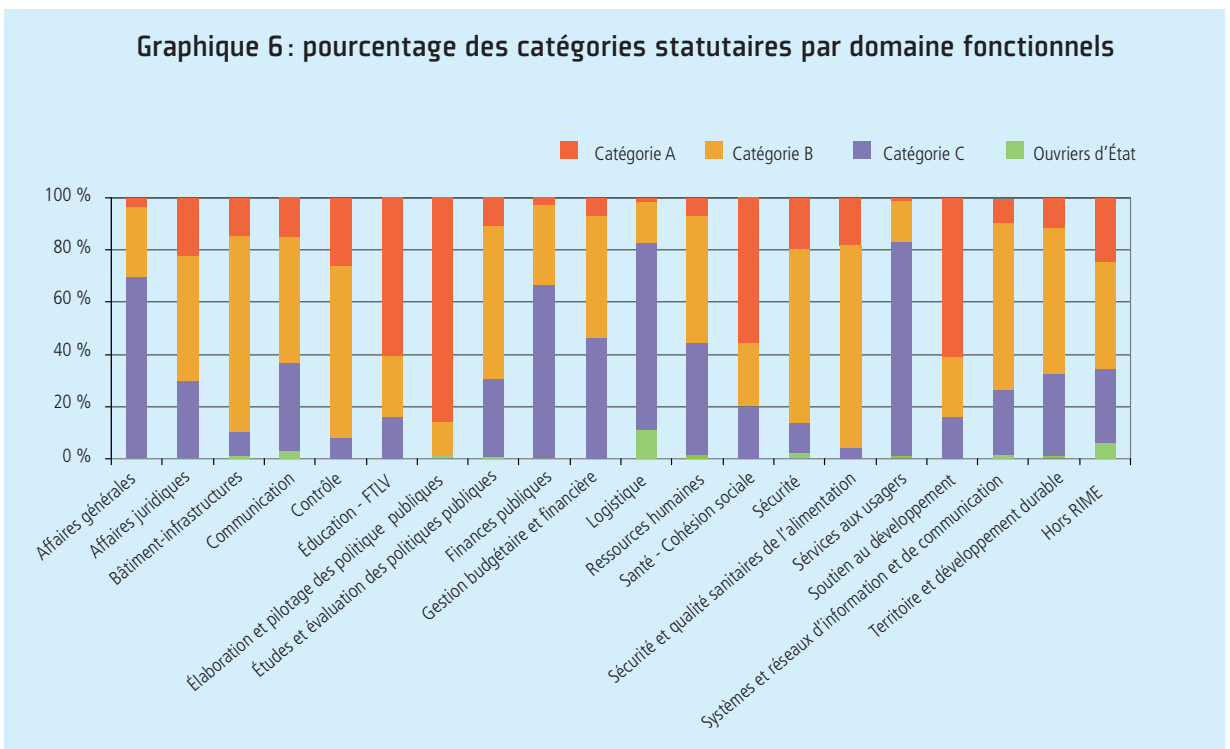
Ainsi, l'enquête GPEEC montre que les métiers présents en DDI concernent 19 domaines fonctionnels différents. **Six domaines dépassent la barre des mille agents**, par effectifs croissants : Études et évaluation des politiques publiques – Prospective ; Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ; Élaboration et pilotage des politiques publiques ; Contrôle ; Affaires générales ; Territoire et développement durable. Ce dernier réunit plus d'agents que l'ensemble des 13 autres domaines fonctionnels comptant moins de mille agents. Il illustre le poids des DDT(M) et de leurs missions dans les territoires.

Au vu de ces résultats, le domaine fonctionnel « Affaires générales » comporte de nombreux agents, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il concerne des métiers transversaux (pas uniquement des fonctions support). Ceux-ci contribuent au fonctionnement des missions des services, non seulement les services d'administration générale mais aussi les services « métiers » ou « politiques publiques ».

Pour donner un exemple, les gestionnaires instructeurs relèvent de ce domaine « Affaires générales » tout en étant recensés dans la plupart des services.

Le graphique suivant détaille dans chaque domaine fonctionnel le poids des catégories statutaires. Certains domaines affichent des répartitions attendues. Ainsi, « Élaboration et pilotage des politiques publiques » réunit plus de 90 % d'agents de catégorie A et « Logistique » une majorité d'agents de catégorie C et ouvriers d'Etat. Les domaines « Affaires générales » et « Services aux usagers » comportent une proportion importante de catégorie C et un faible taux de catégorie A.

Graphique 6 : pourcentage des catégories statutaires par domaine fonctionnels



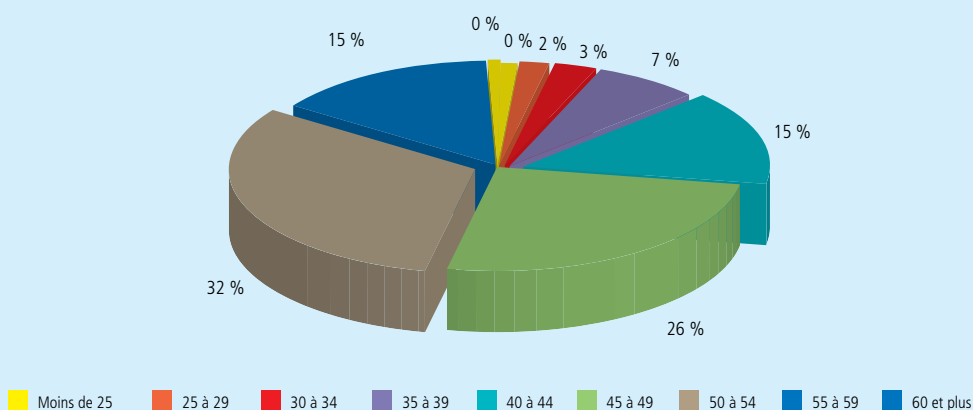


Focus

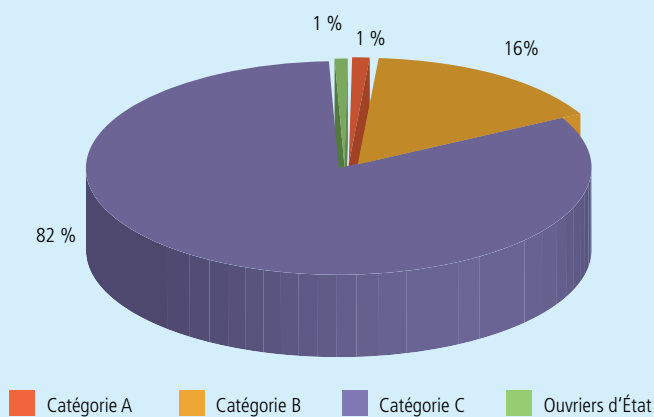
Le domaine fonctionnel « Service aux usagers »

Selon l'enquête, 543,68 ETP y travaillent. Ils sont présentés ci-après par catégories statutaires et tranches d'âge. Près de 3 agents sur 4 ont 50 ans et plus. 4 agents sur 5 relèvent de la catégorie C.

Graphique 7-A :
répartition par tranche d'âge des agents du domaine « Service aux usagers »



Graphique 7-B :
catégories statutaires du domaine « Service aux usagers »



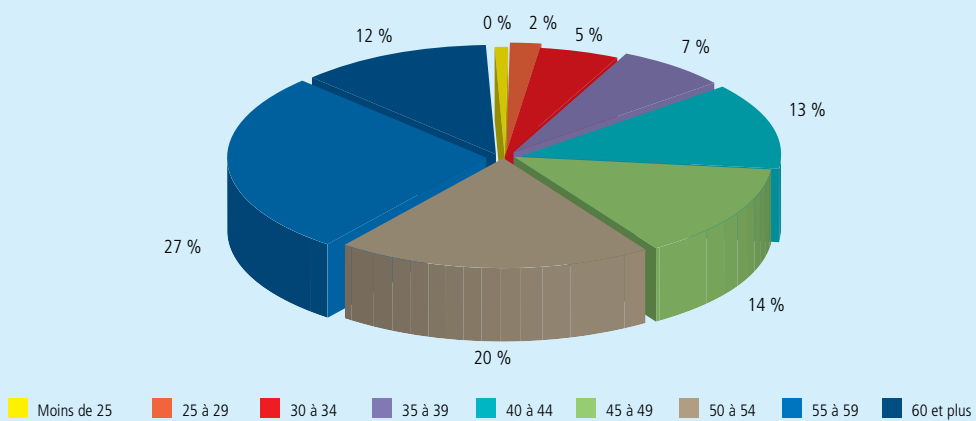


Focus

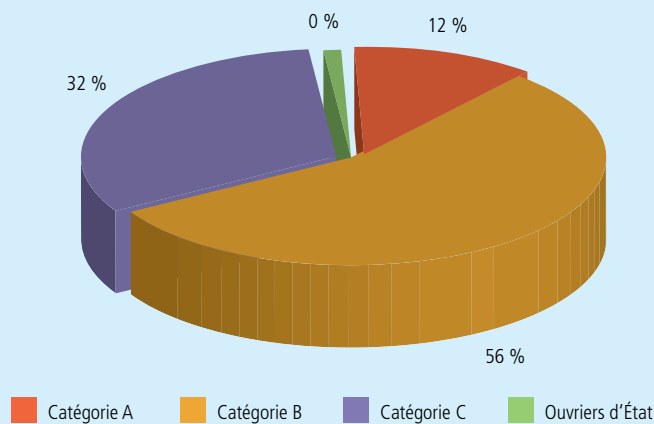
Le domaine fonctionnel « Territoire et développement durable »

Ce domaine fonctionnel est quantitativement le plus important, il rassemble 8 322,73 ETP. Près de 60 % des agents ont 50 ans et plus. 56 % des agents appartiennent à la catégorie B.

Graphique 8-A : répartition par tranche d'âge des agents du domaine « Territoire et développement durable »

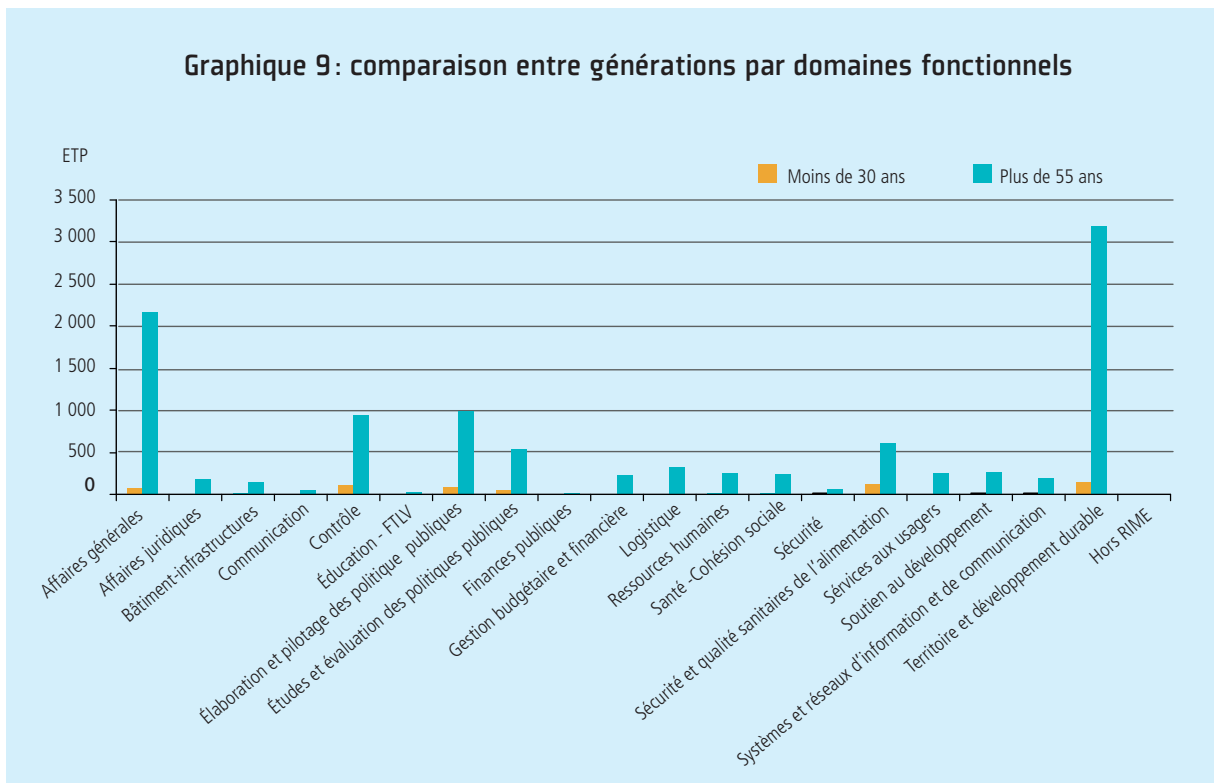


Graphique 8-B : catégories statutaires du domaine « Territoire et développement durable »



Ventilation des classes d'âge par domaine fonctionnel

Graphique 9 : comparaison entre générations par domaines fonctionnels

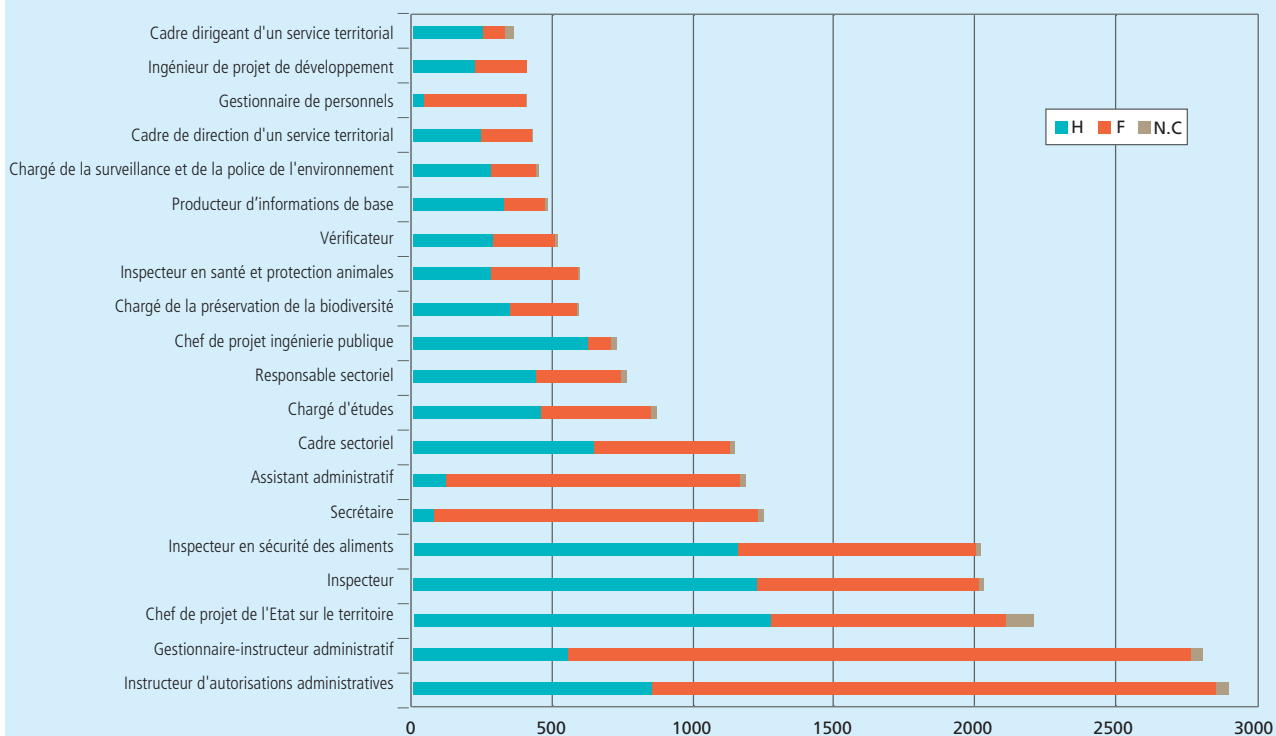


Approche par emplois de référence (cf. Tableaux 5 à 14)

Le RIME dresse la liste de 261 emplois de référence. L'enquête GPEEC pour les DDI identifie uniquement 152 emplois de référence pratiqués. De nombreuses difficultés ont été signalées quant à l'arrimage des emplois ministériels au RIME. La difficulté de l'exercice conduit à un nombre important d'emplois non renseignés ou à défaut attribués « Hors Rime ».

- Emplois de référence les plus exercés - Répartition selon le sexe :
 - Répartition par sexe des 20 emplois de référence les plus exercés (graphique 10) ;
 - Les 20 emplois de référence les plus exercés pour chaque sexe (graphiques 10-A et 10-B).

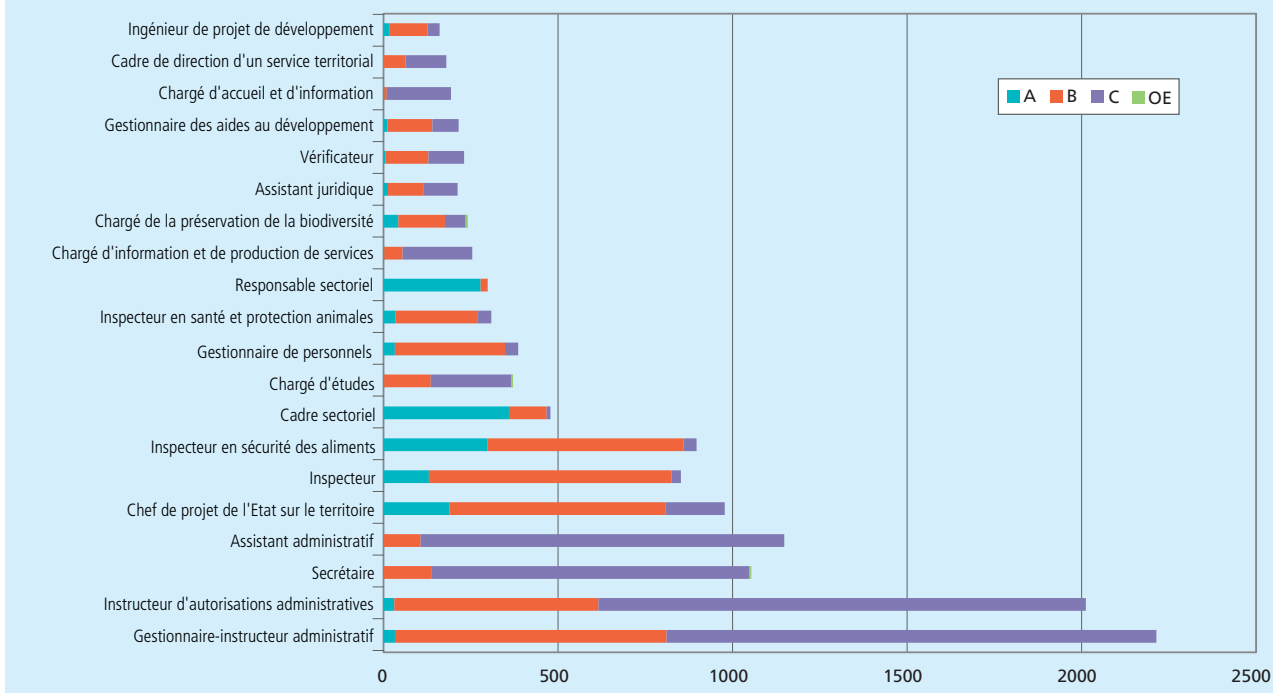
Graphique 10 : les 20 emplois de référence les plus exercés par sexe (en ETP)



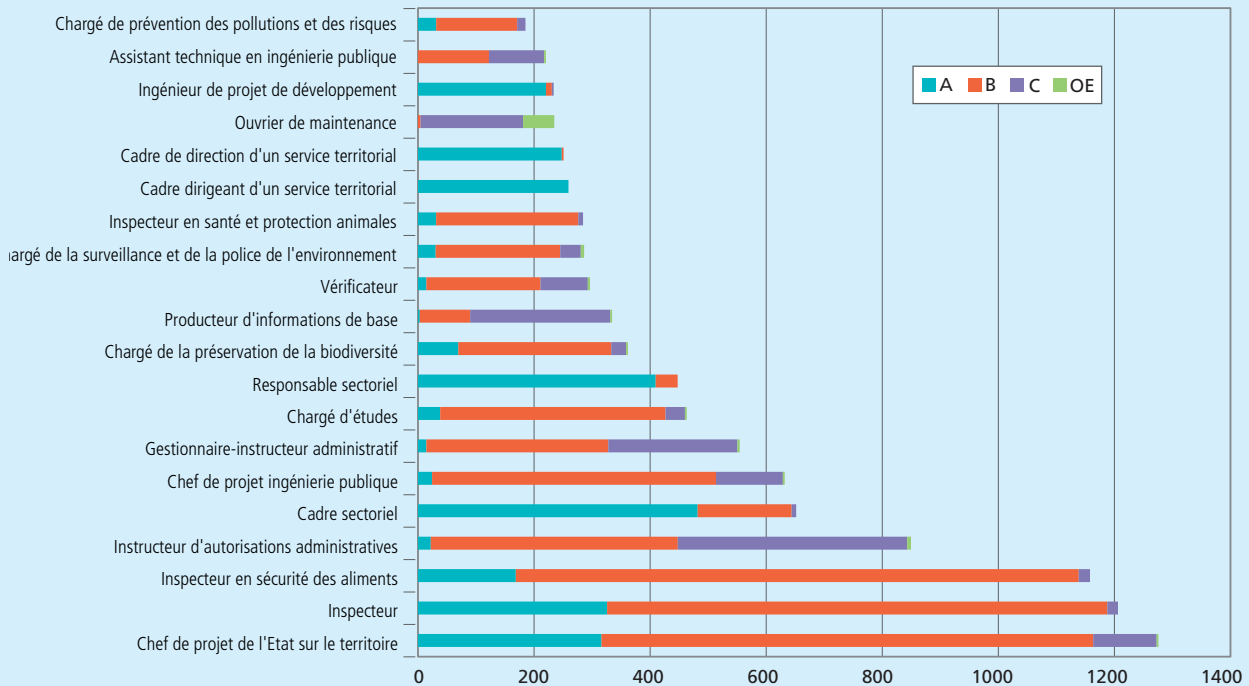
Il apparaît que parmi les emplois de référence les plus exercés, certains sont particulièrement féminisés, notamment les emplois d'instructeur d'autorisations administratives, de gestionnaire-instructeur administratif, de secrétaire ou encore d'assistant administratif.

Il y a peu d'emplois exercés très majoritairement par des hommes, à l'exception notable de l'emploi de chef de projet ingénierie publique.

Graphique 10-A : Les 20 emplois de référence les plus exercés par les femmes (en ETP)



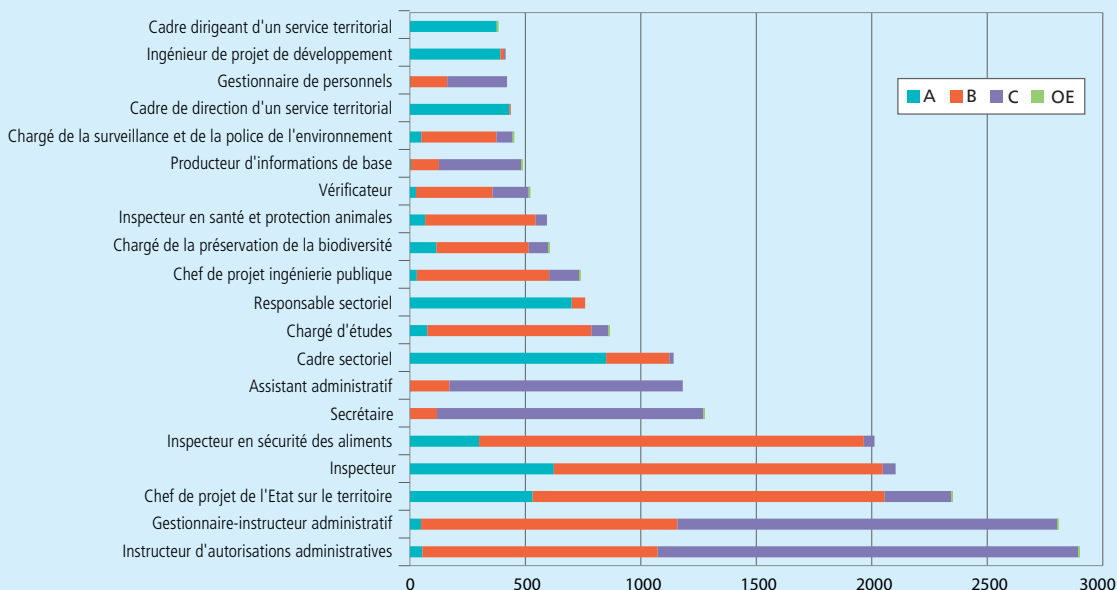
Graphique 10-B : les 20 emplois de référence les plus exercés par les hommes (en ETP)



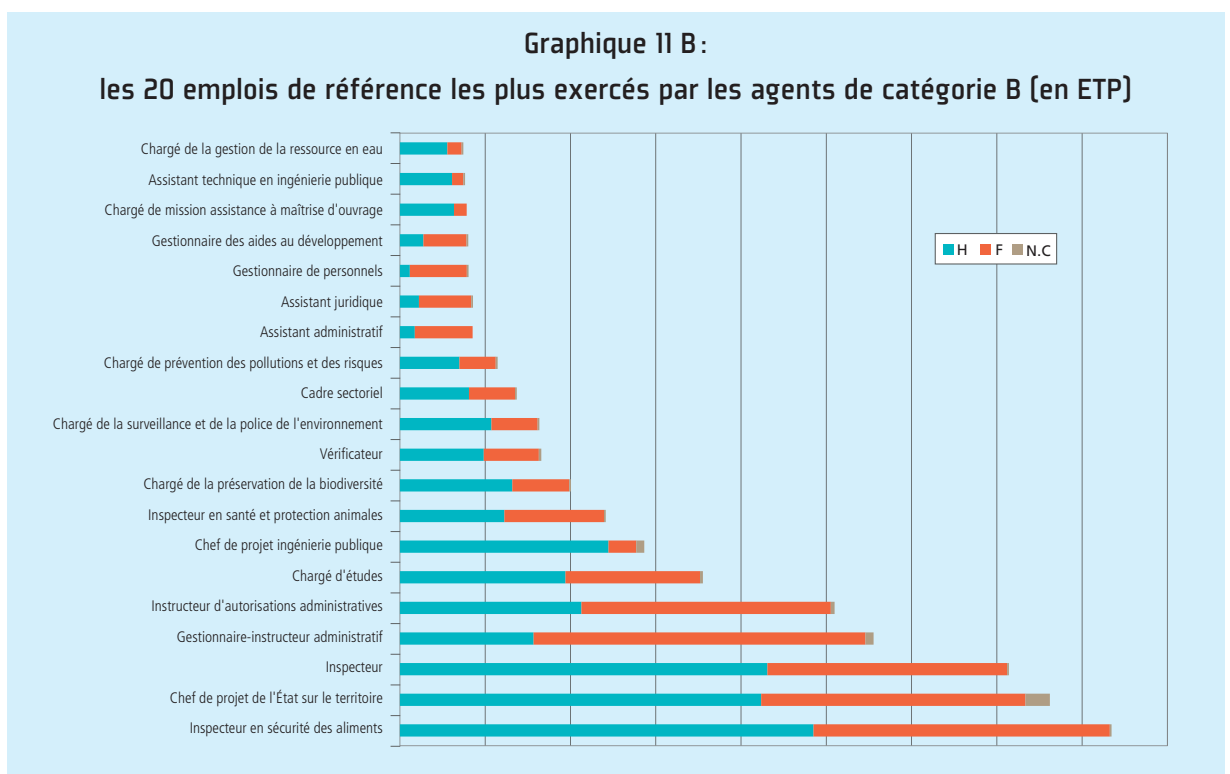
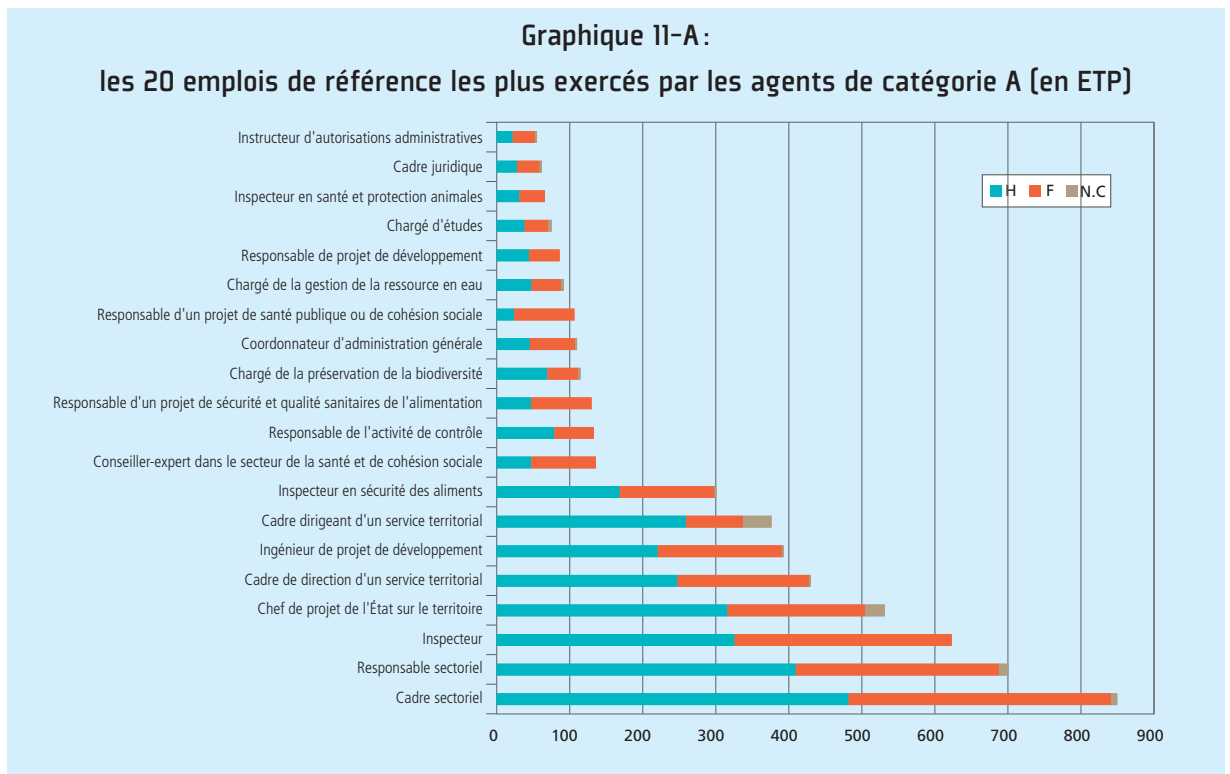
Les 4 emplois les plus exercés par les femmes (effectif total > 1000) le sont essentiellement par des agents de catégorie C. Les 3 emplois les plus exercés par les hommes (effectif total > 1000) le sont essentiellement par des agents de catégorie B.

- Emplois de référence les plus exercés - Répartition selon la catégorie statutaire :
 - Répartition par catégorie des 20 emplois de référence les plus exercés (graphique 11);
 - Les 20 emplois de référence les plus exercés pour chaque catégorie (graphiques 11-A à 11-D).

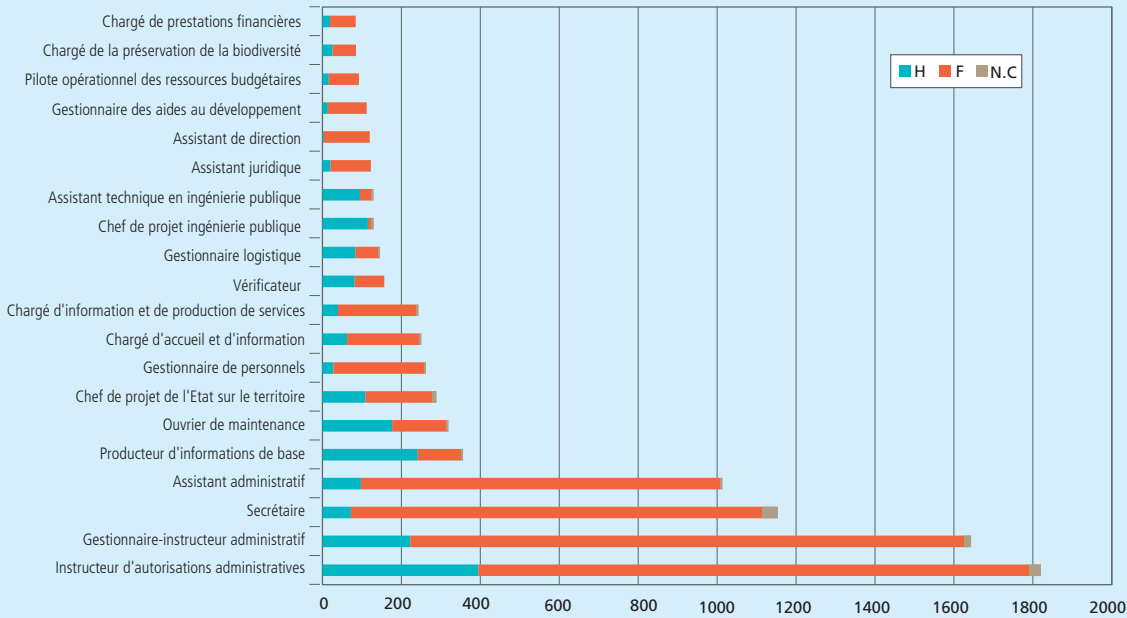
Graphique 11 : Les 20 emplois de référence les plus exercés par catégorie (en ETP)



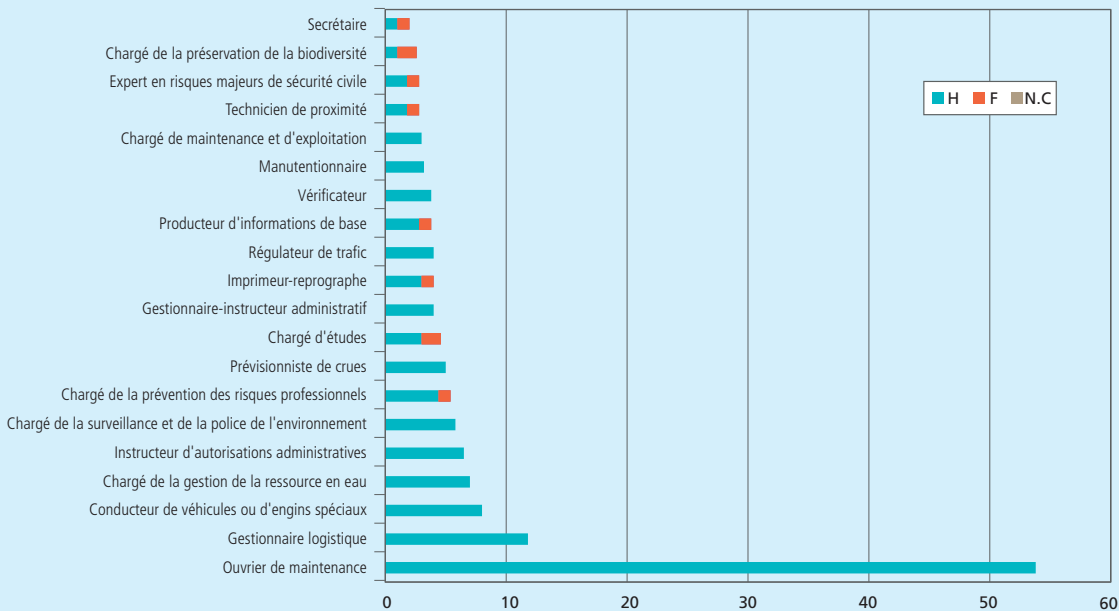
Les emplois les plus exercés sont pour l'essentiel occupés par des agents de catégorie C – c'est le cas en particulier des emplois d'instructeur d'autorisations administratives, de gestionnaire-instructeur administratif, de secrétaire et d'assistant administratif – ou B – chef de projet de l'Etat sur le territoire, inspecteur, inspecteur en sécurité des aliments. Quelques uns sont majoritairement occupés par des agents de catégorie A – notamment les emplois de cadre sectoriel ou de responsable sectoriel.



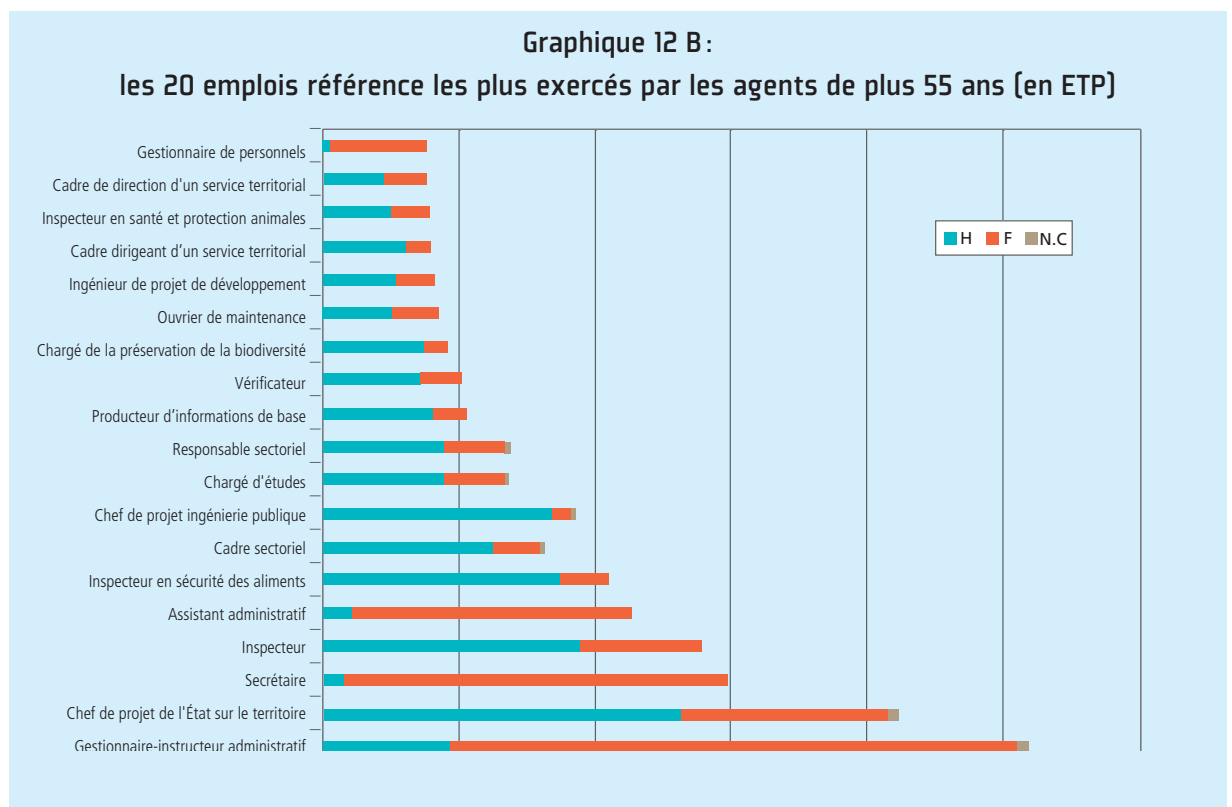
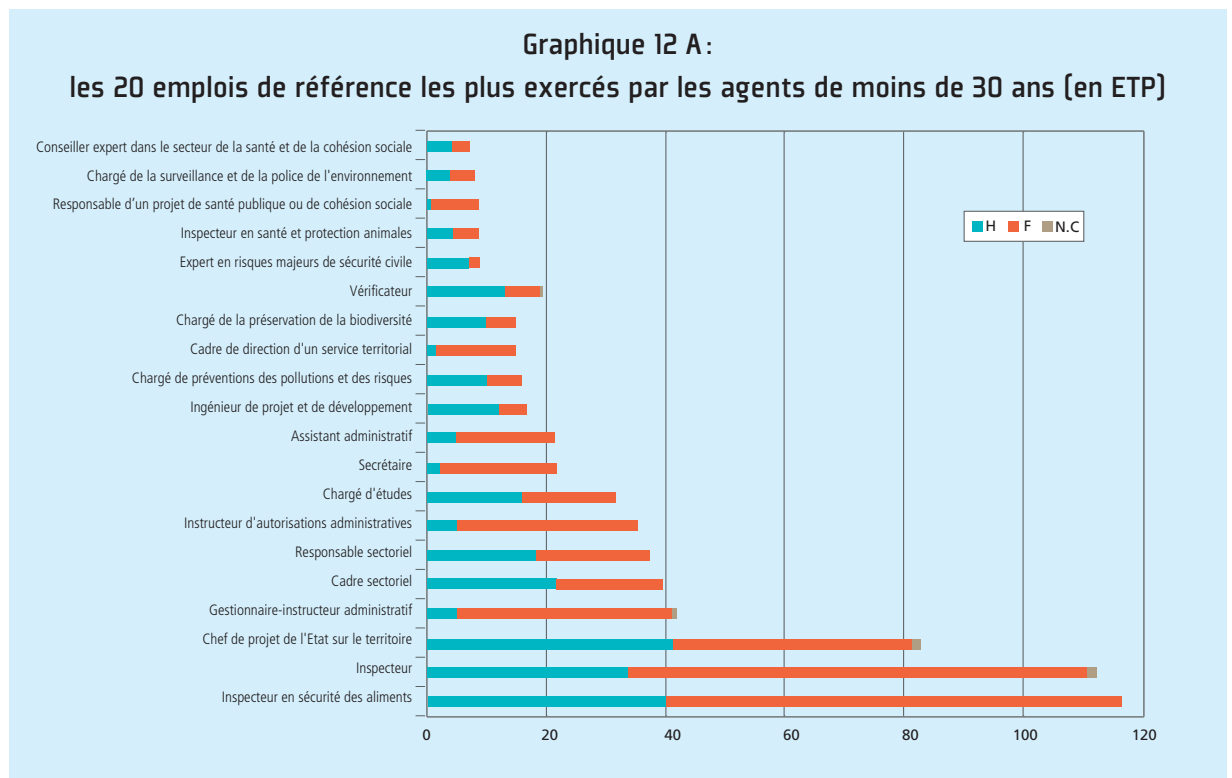
Graphique 11 C :
les 20 emplois de référence les plus exercés par les agents de catégorie C (en ETP)



Graphique 11 D :
les 20 emplois de référence les plus exercés par les ouvriers d'État (en ETP)



- Emplois de référence les plus exercés - Répartition selon la tranche d'âge :
 - Les 20 emplois de référence les plus exercés par les agents de moins de 30 ans (graph 12-A);
 - Les 20 emplois de référence les plus exercés par les agents de plus de 55 ans (graph 12-B).



Moins de 30 ans : On note en particulier que 16 % des agents de moins de 30 ans exercent l'emploi d'inspecteur en sécurité des aliments et 12,5 % d'entre eux celui d'inspecteur (soit plus du quart au total pour les deux emplois de référence). A cet égard, le niveau de représentation des agents de moins de 30 ans dans ces deux emplois de référence est élevé : respectivement 5,75 % et 4,3 %, pour une représentation moyenne de 2,3 % tous emplois confondus. Ces deux emplois sont donc environ deux fois plus « jeunes » que les autres.

Plus de 55 ans : L'ordre des emplois de référence les plus exercés par les agents âgés de plus de 55 ans est approximativement le même que pour l'ensemble des personnels. Notamment, 10,4 % des plus de 55 ans exercent l'emploi d'instructeur d'autorisations administratives et 9,1 % celui de gestionnaire-instructeur administratif.

Par ailleurs, leur niveau de représentation est particulièrement important dans certains emplois de référence. Si l'on s'intéresse aux seuls emplois occupés par un effectif conséquent tous âges confondus (au moins 250 ETP sur le périmètre de l'étude), on observe notamment que 48,5 % des agents employés en qualité de secrétaire sont âgés de plus de 55 ans (617 sur 1 273 ETP), ainsi que 52,1 % des chargés d'accueil et d'information.

Éléments prospectifs : les facteurs d'évolution des emplois

Pour 2013, les PFRH ont identifié différents facteurs d'évolution des emplois :

- la réforme des missions d'instruction des autorisations d'urbanisme et des missions d'ingénierie publique de l'État à destination des collectivités (ATESAT et ADS) ;
- le transfert de la gestion des fonds européens aux régions ;
- des fermetures de sites (CRC, sous-préfectures).

Dans l'ensemble des régions, trois tendances sont soulignées : le vieillissement des agents, la baisse des effectifs en catégorie B et C, le manque de mobilité interministérielle.

CONCLUSION

Les changements importants que connaît l'administration territoriale de l'Etat rendent indispensable de partager, au plan interministériel, une analyse sur les effectifs et les métiers des services concernés ainsi que leurs perspectives d'évolution. Les travaux présentés dans ce document sont certes davantage descriptifs que prévisionnels, ils constituent néanmoins une première étape dans la mise en commun d'informations et le partage des analyses qui en découlent. Ils prennent en compte un périmètre limité aux seules directions départementales interministérielles, mais l'objectif est d'élargir assez rapidement ce périmètre pour prendre en compte l'ensemble des services de l'Etat. La GPEEC est un exercice qui doit être conduit dans la durée et qui repose sur l'instauration de relations confiantes entre les différents acteurs.

La présente synthèse constitue précisément une restitution nationale illustrant la qualité des relations tissées et entretenues, au cours de ces dernières années, entre les équipes des PFRH et celles des services déconcentrés. Ces relations permettent en effet d'améliorer l'intérêt et la visibilité des travaux de cartographie engagés. Au plan régional, des échanges plus détaillés entre les services de l'Etat sont facilités par la réalisation des travaux de GPEEC. Il s'agit, pour les préfets de région et de département, mais aussi pour les chefs de service, de disposer d'outils nouveaux pour améliorer la mobilisation des compétences et assurer l'efficacité du service public sur les territoires.

La DGAFP continue de mobiliser fortement les PFRH pour contribuer à un pilotage qualitatif des ressources humaines au plan régional et progresser, par le dialogue qu'elles entretiennent avec les services de l'Etat, vers une connaissance encore plus fine des effectifs et des compétences.

Annexes

Tableau n°1: Ventilation des effectifs par type de DDI	24
Tableau n° 2: Ventilation des catégories d'emploi par type de DDI	24
Tableau n° 3: Répartition des domaines fonctionnels par tranche d'âge	25
Tableau n°4: Répartition des ETP par domaines fonctionnels (ventilation par catégorie)	26
Tableau n° 5: Les 20 emplois de référence les plus exercés (ventilation par catégorie)	27
Tableau n°6: Les 20 emplois de référence les plus exercés (ventilation par genre)	28
Tableau n°7: Les 20 emplois de référence les plus féminins	29
Tableau n°8: Les 20 emplois de référence les plus masculins	30
Tableau n°9: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les moins de 30 ans	31
Tableau n°10: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les plus de 55 ans	32
Tableau n°11: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie A	33
Tableau n°12: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie B	34
Tableau n°13: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie C	35
Tableau n°14: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les ouvriers d'Etat	36
Tableau n°15: Liste des domaines fonctionnels du RIME	37

Tableau n°1 : ventilation des effectifs par types de DDI

Unité : ETP au 31/12/12

Régions	DDT(M)	DDCS	DDPP	DDCSPP	TOTAL
Alsace	498,2	63,3	67,7	90,1	719,3
Aquitaine	1 253,4	128,9	164,7	288,2	1 835,2
Auvergne	710,7	38,5	90,7	242,5	1 082,4
Basse-Normandie	781,6	89,2	162,6	80,1	1 113,5
Bourgogne	827,9	82,5	132,4	128,5	1 171,3
Bretagne	1 525,6	157,9	535,8	248,8	2 468,1
Centre	1 159,3	100,0	104,8	218,5	1 582,6
Champagne - Ardenne	649,1	0,0	0,0	243,6	892,7
Corse	346,9	0,0	0,0	109,3	456,2
Franche-Comté	622,9	0,0	0,0	225,1	848,0
Haute-Normandie	564,9	117,6	122,2	0,0	804,7
Ile-de-France	1 048,8	605,9	615,7	0,0	2 270,4
Languedoc - Roussillon	1 044,0	130,7	92,2	123,8	1 390,7
Limousin	480,0	0,0	0,0	208,6	688,6
Lorraine	829,4	109,7	109,8	120,8	1 169,7
Midi-Pyrénées	1 407,8	58,1	60,4	536,4	2 062,7
Nord-Pas-de-Calais	1 044,0	230,5	228,5	0,0	1 502,9
Pays-de-la-Loire	1 410,2	207,5	393,5	101,8	2 113,0
Picardie	748,0	151,3	142,8	0,0	1 042,1
Poitou-Charentes	745,3	100,1	133,0	83,6	1 061,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 381,1	290,9	299,3	106,3	2 077,6
Rhône-Alpes	1 984,4	410,1	440,6	160,4	2 995,4
TOTAL	21 063,3	3 072,6	3 896,6	3 316,3	31 348,9

Tableau n°2 : Ventilation des catégories d'emploi par types de DDI

Unité : ETP au 31.12.12

	DDT (M)	DDCS	DDPP	DDCSPP	TOTAL
A	3 285,8	1 068,4	1 228,6	1 051,6	6 634,3
B	1 0017,2	789,1	2 210,2	1 541,9	14 558,4
C	7 582,0	1 206,1	453,5	720,9	9 962,5
OE	178,3	9,0	4,4	2,0	193,7
TOTAL	21 063,3	3 072,6	3 896,6	3 316,3	31 348,9

Tableau n°3 : Répartition des domaines fonctionnels par tranche d'âge

Unité ETP au 31.12.12

Population concernée : 31 348,9 ETP

Non communiqué : 2 179,85 ETP

Domaine fonctionnel RIME	Moins de 25	25 à 29	30 à 34	35 à 39	40 à 44	45 à 49	50 à 54	55 à 59	60 et plus	Total
Affaires générales	12	69,05	186,74	308,42	517,54	783,24	1 283,06	1 509,88	665,01	5 334,94
Affaires juridiques	1	3	28,56	34,8	47,3	51,7	73,8	96,5	78,6	415,26
Bâtiment - Infrastructures	3	10	29,9	31,3	52,18	46,1	56,2	91,7	60	380,38
Communication		1	5	6,2	15	13,8	22,3	28,4	12,5	104,2
Contrôle	7	92	230,23	300,7	473,9	441,1	522,97	582,75	359,09	3 009,74
Education et formation tout au long de la vie		1	3	2,6	3	1	7,8	15,4	9,3	43,1
Elaboration et pilotage des politiques publiques	9	80,95	169,02	247,4	393,1	378,83	515,6	617,9	369,1	2 780,9
Etudes et évaluation des politiques publiques - Prospective	12	27,2	87,4	115,6	210,8	175,1	263,75	361,9	169,6	1 423,35
Finances publiques			1		4,7	4,1	6,8	8	1,8	26,4
Gestion budgétaire et financière		4,8	20,7	32,7	58	91,47	120,2	157,4	72,5	557,77
Logistique		2	9,8	18,8	68,98	117,64	178,42	223,24	107,61	726,49
Ressources humaines	1	7	27,19	51,6	88,2	103,57	175,39	175,1	73	702,05
Santé - Cohésion sociale	2	13	34,5	33,5	47,7	81,99	68,28	145,695	92,12	518,785
Sécurité		9	18	16,45	31,8	17,5	22,3	38,5	14,4	167,95
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	27,5	95,2	351,63	307,58	419,91	426,19	494,19	402,44	209,74	2 734,38
Services aux usagers	1	2	12,8	16,3	38,99	81,8	141,49	167,4	81,9	543,68
Soutien au développement	3	18,6	63,2	106,2	125,6	103	105,05	161,3	101,8	787,75
Systèmes et réseaux d'information et de communication	3	5,1	31	49,4	86,8	110,2	163,7	142	59	650,2
Territoire et développement durable	21	128,75	443,36	617,25	1 112,99	1 127,8	1 690,6	2 172,61	1 008,37	8 322,73
Hors RIME	1				1,8		6,9	6	0,8	16,5
Total	103,5	569,65	1 753,03	2 296,8	3 798,29	4 156,13	5 918,8	7 104,115	3 546,24	29 246,555

Tableau n°4 : Répartition des ETP par domaines fonctionnels (ventilation par catégorie)

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 31 348,9 ETP

Non communiqué : 1 990,49 ETP

Domaine fonctionnel RIME	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Ouvriers d'Etat	Total
Affaires générales	194,85	1 450	3 709,59	7	5 361,44
Affaires juridiques	95,2	200,1	123,96	0	419,26
Bâtiment - Infrastructures	54,8	287,7	35,88	4	382,38
Communication	16,1	50,6	35,5	3	105,2
Contrôle	784	2 010,15	235,09	3,8	3 033,04
Éducation et formation tout au long de la vie	26,2	10,1	6,8	0	43,1
Élaboration et pilotage des politiques publiques	2 442,08	370,07	28,4	3	2 843,55
Études et évaluation des politiques publiques - Prospective	162,1	831,2	427,4	8,4	1 429,1
Finances publiques	1	7,9	17,5	0	26,4
Gestion budgétaire et financière	40,2	261,63	257,94	0	559,77
Logistique	8,35	116,8	523,64	78,6	727,39
Ressources humaines	49,5	342,13	302,52	8,4	702,55
Santé - Cohésion sociale	292,185	125,3	103,1	0	520,585
Sécurité	33,2	114,6	20,2	2,8	170,8
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	499,79	2 129,05	109,54	0	2 738,38
Services aux usagers	4,4	89,5	446,78	3	543,68
Soutien au développement	481,6	185,75	124	0	791,35
Systèmes et réseaux d'information et de communication	61,6	420,5	162	7,8	651,9
Territoire et développement durable	969,37	4 714,11	2 657,35	28,7	8 369,53
Hors RIME	4	6,8	4,7	1	16,5
Total	6 220,53	13 723,99	9 331,89	159,50	29 435,91

Tableau n°5: Les 20 emplois de référence les plus exercés (ventilation par catégorie)

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 31 348,9 ETP

Non communiqué (catégorie ou emploi non renseignés) : 1 019,34 ETP

Emploi de référence	A	B	C	OE	TOTAL
Instructeur d'autorisations administratives	53,7	1 019,45	1 820,3	6,5	2 899,95
Gestionnaire-instructeur administratif	47,92	1 110,9	1 643,39	4	2 806,21
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	531,5	1 524,4	288,6	2	2 346,5
Inspecteur	623,08	1 424,4	55,8		2 103,28
Inspecteur en sécurité des aliments	299,51	1 665,95	46,48		2 011,94
Secrétaire	1	116,5	1 153,52	2	1 273,02
Assistant administratif	1	170,5	1 010		1 181,5
Cadre sectoriel	849,8	273,4	18,6		1 141,8
Chargé d'études	75,2	710,6	73,7	4,6	864,1
Responsable sectoriel	700,65	58,3			758,95
Chef de projet ingénierie publique	29,9	573,1	129,7	1,8	734,5
Chargé de la préservation de la biodiversité	114,85	399,9	85	2,6	602,35
Inspecteur en santé et protection animales	66,02	478,85	48,54		593,41
Vérificateur	26,3	331,6	156,69	3,8	518,39
Producteur d'informations de base	4	121,8	355,9	3,8	485,5
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	49,17	326	69,8	5,8	450,77
Cadre de direction d'un service territorial	430,3	4,8			435,1
Gestionnaire de personnels	1,6	160,22	258,9		420,72
Ingénieur de projet de développement	391,9	15,8	5,8		413,5
Cadre dirigeant d'un service territorial	376,33			2	378,33

Tableau n°6 : Les 20 emplois de référence les plus exercés (ventilation par genre)

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 31 348,9 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 1 019,34 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Instructeur d'autorisations administratives	849,45	2 012,1	38,4	2 899,95
Gestionnaire-instructeur administratif	554,43	2 214,18	37,6	2 806,21
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	1 274,65	977,53	94,32	2 346,5
Inspecteur	1 206,18	896,9	0,2	2 103,28
Inspecteur en sécurité des aliments	1 157,96	851,98	2	2 011,94
Secrétaire	83,9	1 149,12	40	1 273,02
Assistant administratif	132,4	1 048,1	1	1 181,5
Cadre sectoriel	651,65	478,22	11,93	1 141,8
Chargé d'études	462,95	387,4	13,75	864,1
Responsable sectoriel	447,45	298,5	13	758,95
Chef de projet ingénierie publique	629,5	80,2	24,8	734,5
Chargé de la préservation de la biodiversité	359,55	237,05	5,75	602,35
Inspecteur en santé et protection animales	284,42	308,79	0,2	593,41
Vérificateur	296,4	215,19	6,8	518,39
Producteur d'informations de base	334,1	141,8	9,6	485,5
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	286,27	160,7	3,8	450,77
Cadre de direction d'un service territorial	249,5	182,95	2,65	435,1
Gestionnaire de personnels	51,22	365,4	4,1	420,72
Ingénieur de projet de développement	231,6	180,9	1	413,5
Cadre dirigeant d'un service territorial	259,3	78,03	41	378,33

Tableau n°7 : Les 20 emplois de référence les plus féminins

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 16 167, 47 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 410,9 ETP

Emploi de référence	A	B	C	OE	TOTAL
Gestionnaire-instructeur administratif	32,72	778,4	1 403,06		2 214,18
Instructeur d'autorisations administratives	30,9	585	1 396,2		2 012,1
Secrétaire	1	135,6	911,5	1	1 149,12
Assistant administratif	1	105,4	1 041,72		1 048,1
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	188,68	619,9	168,95		977,53
Inspecteur	129,95	694,95	27,08		896,9
Inspecteur en sécurité des aliments	297,2	562,3	37,4		851,98
Cadre sectoriel	359,4	108,02	10,8		478,22
Chargé d'études	1,6	133,7	230,1	1,6	387,4
Gestionnaire de personnels	32,4	315,6	37,8		365,4
Inspecteur en santé et protection animales	34,74	233,65	40,4		308,79
Responsable sectoriel	278,1	20,4			298,5
Chargé d'information et de production de services	1,8	53	199,5		254,3
Chargé de la préservation de la biodiversité	42,45	133,5	59,5	1,6	237,05
Assistant juridique	12,7	101,15	98,4		230,9
Vérificateur	6,1	122,7	102,1		215,19
Gestionnaire des aides au développement	10,8	129,2	75,19		212,25
Chargé d'accueil et d'information	1,8	7,7	183,89		193,39
Cadre de direction d'un service territorial		63	116,9		182,95
Ingénieur de projet de développement	17,9	108,4	34,4		180,9

Tableau n°8 : Les 20 emplois de référence les plus masculins

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 13 742,83 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 440,62 ETP

Emploi de référence	A	B	C	OE	TOTAL
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	316,17	847,28	109,2	2	1 274,65
Inspecteur	325,88	861,9	18,4		1 206,18
Inspecteur en sécurité des aliments	168,56	970	19,4		1 157,96
Instructeur d'autorisations administratives	22	425,65	395,3	6,5	849,45
Cadre sectoriel	481,9	161,95	7,8		651,65
Chef de projet ingénierie publique	24,3	489,2	115,2	0,8	629,5
Gestionnaire-instructeur administratif	14,4	313,5	222,53	4	554,43
Chargé d'études	38,25	388,3	33,4	3	462,95
Responsable sectoriel	409,55	37,9			447,45
Chargé de la préservation de la biodiversité	69,45	263,6	25,5	1	359,55
Producteur d'informations de base	3	86,9	241,4	2,8	334,1
Vérificateur	14,5	196,6	81,5	3,8	296,4
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	30,47	214,6	35,4	5,8	286,27
Inspecteur en santé et protection animales	31,28	245	8,14		284,42
Cadre dirigeant d'un service territorial	259,3				259,3
Cadre de direction d'un service territorial	247,7	1,8			249,5
Ouvrier de maintenance		4,5	176,55	53,8	234,85
Ingénieur de projet de développement	220,6	10	1		231,6
Assistant technique en ingénierie publique		122,3	95	2	219,3
Chargé de prévention des pollutions et des risques	31,4	139,5	14,3		185,2

Tableau n°9: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les moins de 30 ans

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 31 348,9 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 1 019,34 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Inspecteur en sécurité des aliments	40,1	75,57		115,67
Inspecteur	32,6	57,4		90
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	41,5	19,6	2	63,1
Gestionnaire-instructeur administratif	6	35,4	1	42,4
Cadre sectoriel	22	17,3		39,3
Responsable sectoriel	19	16		35
Instructeur d'autorisations administratives	8	24,4		32,4
Chargé d'études	14	15,4		29,4
Secrétaire	3	19,6		22,6
Assistant administratif	5,2	16,8		22
Ingénieur de projet de développement	10	6,8		16,8
Chargé de prévention des pollutions et des risques	7	8,25		15,25
Cadre de direction d'un service territorial	2	10,45		12,45
Chargé de la préservation de la biodiversité	7	5		12
Vérificateur	3	7,8		10,8
Expert en risques majeurs de sécurité civile	7	2		9
Inspecteur en santé et protection animales	4,03	4,8		8,83
Responsable d'un projet de santé publique ou de cohésion sociale	1	7,8		8,8
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	4	4		8
Conseiller-expert dans le secteur de la santé et de cohésion sociale	4	3		7

Tableau n°10: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les plus de 55 ans

Unité: ETP au 31.12.12

Population concernée: 31 348,9 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés): 1 019,34 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Instructeur d'autorisations administratives	382	784,4	8,8	1 175,2
Gestionnaire-instructeur administratif	187,95	829,32	11,6	1 028,87
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	517,65	327,73	19,6	864,98
Secrétaire	36,2	567,5	13,6	617,3
Inspecteur	372,45	222,1		594,55
Assistant administratif	53,6	433,8		487,4
Inspecteur en sécurité des aliments	339,52	87,72		427,24
Cadre sectoriel	256,05	119,3	1,5	376,85
Chef de projet ingénierie publique	323,4	22,9	7	353,3
Chargé d'études	181	93,2	3	277,2
Responsable sectoriel	180,95	85,4	4	270,35
Producteur d'informations de base	164,2	56,8	2,8	223,8
Vérificateur	119,2	83,9	1	204,1
Chargé de la préservation de la biodiversité	125,4	58,25	2	185,65
Ouvrier de maintenance	94,21	69,29	1,1	164,6
Ingénieur de projet de développement	98	53,8		151,8
Cadre dirigeant d'un service territorial	119	29,5	3	151,5
Inspecteur en santé et protection animales	98	50,2		148,2
Cadre de direction d'un service territorial	89,7	51,9		141,6
Gestionnaire de personnels	17	121,6	2,8	141,4

Tableau n°11 : Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie A

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 6 373,78 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 274,72 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Cadre sectoriel	481,9	359,4	8,5	849,8
Responsable sectoriel	409,55	278,1	13	700,65
Inspecteur	325,88	297,2		623,08
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	316,17	188,68	26,65	531,5
Cadre de direction d'un service territorial	247,7	179,95	2,65	430,3
Ingénieur de projet de développement	220,6	170,3	1	391,9
Cadre dirigeant d'un service territorial	259,3	78,03	39	376,33
Inspecteur en sécurité des aliments	168,56	129,95	1	299,51
Conseiller-expert dans le secteur de la santé et de cohésion sociale	47,5	88,3		135,8
Responsable de l'activité de contrôle	79	54,09	0	133,09
Responsable d'un projet de sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	47,17	82,81	0	129,98
Chargé de la préservation de la biodiversité	69,45	42,45	2,95	114,85
Coordonnateur d'administration générale	45,4	62,4	1	108,8
Responsable d'un projet de santé publique ou de cohésion sociale	24	82,39		106,39
Chargé de la gestion de la ressource en eau	47,8	40,1	4	91,9
Responsable de projet de développement	44,3	41,9		86,2
Chargé d'études	38,25	32,4	4,55	75,2
Inspecteur en santé et protection animales	31,28	34,74		66,02
Cadre juridique	27,8	31,1	3	61,9
Instructeur d'autorisations administratives	22	30,9	0,8	53,7

Tableau n°12 : Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie B

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 14 139,71 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 429,6 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Inspecteur en sécurité des aliments	970	694,95	1	1 665,95
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	847,28	619,9	57,22	1 524,4
Inspecteur	861,9	562,3	0,2	1 424,4
Gestionnaire-instructeur administratif	313,5	778,4	19	1 110,9
Instructeur d'autorisations administratives	425,65	585	8,8	1 019,45
Chargé d'études	388,3	315,6	6,7	710,6
Chef de projet ingénierie publique	489,2	65,1	18,8	573,1
Inspecteur en santé et protection animales	245	233,65	0,2	478,85
Chargé de la préservation de la biodiversité	263,6	133,5	2,8	399,9
Vérificateur	196,6	129,2	5,8	331,6
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	214,6	108,4	3	326
Cadre sectoriel	161,95	108,02	3,43	273,4
Chargé de prévention des pollutions et des risques	139,5	85,2	4,5	229,2
Assistant administratif	34,9	135,6		170,5
Assistant juridique	44,6	122,7	0,9	168,2
Gestionnaire de personnels	23,22	133,7	3,3	160,22
Gestionnaire des aides au développement	55,1	101,15	1	157,25
Chargé de mission assistance à maîtrise d'ouvrage	126,8	29,8		156,6
Assistant technique en ingénierie publique	122,3	26,4	3	151,7
Chargé de la gestion de la ressource en eau	111,3	33,4	1	145,7

Tableau n°13 : Les 20 emplois de référence les plus exercés par les catégorie C

Unité : ETP au 31.12.12

Population concernée : 9 720 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés) : 267,3 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Instructeur d'autorisations administratives	395,3	1 396,2	28,8	1 820,3
Gestionnaire-instructeur administratif	222,53	1 403,06	17,8	1 643,39
Secrétaire	72	1 041,72	39,8	1 153,52
Assistant administratif	97,5	911,5	1	1 010
Producteur d'informations de base	241,4	110,7	3,8	355,9
Ouvrier de maintenance	176,55	138,24	2,1	316,89
Chef de projet de l'Etat sur le territoire	109,2	168,95	10,45	288,6
Gestionnaire de personnels	28	230,1	0,8	258,9
Chargé d'accueil et d'information	62,39	183,89	3	249,28
Chargé d'information et de production de services	39,4	199,5	1	239,9
Vérificateur	81,5	75,19		156,69
Gestionnaire logistique	83,6	58,19	1	142,79
Chef de projet ingénierie publique	115,2	8,5	6	129,7
Assistant technique en ingénierie publique	95	29,8	1	125,8
Assistant juridique	20,6	102,1		122,7
Assistant de direction	3	116,9	0	119,9
Gestionnaire des aides au développement	13,8	98,4	0	112,2
Pilote opérationnel des ressources budgétaires	16	76,4		92,4
Chargé de la préservation de la biodiversité	25,5	59,5		85
Chargé de prestations financières	19,4	64,9		84,3

Tableau n°14: Les 20 emplois de référence les plus exercés par les ouvriers d'Etat

Unité: ETP au 31.12.12

Population concernée: 173,5 ETP

Non communiqué (genre ou emploi non renseignés): 19.4 ETP

Emploi de référence	H	F	N.C.	TOTAL
Ouvrier de maintenance	53,8			53,8
Gestionnaire logistique	11,8			11,8
Conducteur de véhicules ou d'engins spéciaux	8			8
Chargé de la gestion de la ressource en eau	7			7
Instructeur d'autorisations administratives	6,5			6,5
Chargé de la surveillance et de la police de l'environnement	5,8			5,8
Chargé de la prévention des risques professionnels	4,4	1		5,4
Prévisionniste de crues	5			5
Chargé d'études	3	1,6		4,6
Gestionnaire-instructeur administratif	4			4
Imprimeur-reprographe	3	1		4
Régulateur de trafic	4			4
Producteur d'informations de base	2,8	1		3,8
Vérificateur	3,8			3,8
Manutentionnaire	3,2			3,2
Chargé de maintenance et d'exploitation	3			3
Technicien de proximité	1,8	1		2,8
Expert en risques majeurs de sécurité civile	1,8	1		2,8
Chargé de la préservation de la biodiversité	1	1,6		2,6
Secrétaire	1	1		2

Tableau n°15 : Liste des domaines fonctionnels du RIME

FPEEPP	1	Élaboration et pilotage des politiques publiques
FPEEEP	2	Études et évaluation des politiques publiques – Prospective
FPEDIP	3	Diplomatie
FPESCR	4	Sécurité
FPEDEF	5	Défense
FPEREN	6	Renseignement
FPEJUS	7	Justice
FPECTL	8	Contrôle
FPEEDU	9	Éducation et formation tout au long de la vie
FPERCH	10	Enseignement supérieur – Recherche
FPESAD	11	Soutien au développement
FPESCS	12	Santé – Cohésion sociale
FPESQA	13	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
FPELAB	14	Laboratoires
FPEUSA	15	Services aux usagers
FPETDD	16	Territoire et développement durable
FPEINF	17	Bâtiment – Infrastructures
FPECUL	18	Culture et patrimoine
FPEFIP	19	Finances publiques
FPEADM	20	Affaires générales
FPEGBF	21	Gestion budgétaire et financière
FPEJUR	22	Affaires juridiques
FPELOG	23	Logistique
FPEGRH	24	Ressources humaines
FPESIC	25	Systèmes et réseaux d'information et de communication
FPECOM	26	Communication

Réalisation : SG – Sircom – studio graphique
Octobre 2014

GPEEC territoriale : synthèse 2013 des travaux des PFRH

L'objectif des travaux interministériels de GPEEC est de disposer des informations sur les effectifs, les missions et les compétences des services, et de partager une analyse sur leurs perspectives d'évolution.

Cette première synthèse, réalisée sur le périmètre des directions départementales interministérielles à partir des travaux conduits en 2013 par les plates-formes régionales d'appui interministériel à la GRH (PFRH), présente une analyse sur les effectifs et les métiers dans ces services.

RAPPORT ANNUEL

Le Rapport annuel sur l'état de la fonction publique présente, dans la partie « Politiques et pratiques de ressources humaines », les grands axes de gestion des ressources humaines et, dans la partie statistique « Faits et chiffres », un bilan social de la fonction publique, dont sont issues les brochures « Chiffres-clés » et « Tableau de synthèse ».

OUTILS DE LA GRH

Destinée en priorité aux gestionnaires des ressources humaines, cette collection regroupe de nombreux outils d'aide au pilotage utilisés au quotidien par les services RH. Le Répertoire interministériel des métiers de l'État (Rime), le Dictionnaire des compétences, des guides ponctuels, le kit « Démarches, outils et acteurs de la mobilité » à titre d'exemples, en font ainsi partie.

POLITIQUES D'EMPLOI PUBLIC

Les publications regroupées au sein de cette collection traitent tous les thèmes rattachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines, de la gestion des connaissances à celles des compétences. Elle propose également les protocoles d'accord issus des négociations avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique.

LES ESSENTIELS

Cette collection - destinée à un large public - rassemble sous forme de fiches ou de livrets pédagogiques, les informations concernant le recrutement, les concours, les carrières, la formation et, au sens large, tous les aspects du parcours professionnel des agents de la fonction publique.

STATISTIQUES ET RECHERCHE SUR LA FP

Cette collection est déclinée en quatre sous-collections, destinées aux décideurs, gestionnaires, statisticiens et chercheurs : « Stats rapides » présente des indicateurs et premiers résultats ; « Point Stat » livre une analyse synthétique des résultats d'enquêtes et d'études statistiques en quelques pages ; « Documents et méthodes » propose des points d'étape sur des travaux de recherche et de méthodologie ; « Études, recherche et débats » présente des analyses approfondies, aussi bien quantitatives que qualitatives.

REPÈRES DGAFP

Cette collection regroupe tous les documents, à usage interne ou externe, qui présentent et visent à faire connaître la DGAFP et ses missions.